

Les cheminots relancent la bataille contre la sous-traitance

Près de 900 agents de l'équipement se sont mobilisés, ce mardi, pour dénoncer le recours à des entreprises privées prestataires.

Troisième rendez-vous en trois semaines et, à chaque fois, de plus en plus de monde. Après le marché de Rungis et la gare du Nord, c'est devant le siège de SNCF Réseau, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), que près de 900 cheminots de l'équipement se sont rassemblés, ce mardi, à l'appel de la CGT, pour dénoncer la sous-traitance devenue systémique dans l'entretien et la maintenance d'un réseau ferroviaire à l'agonie.

« C'est sûr que, lorsqu'on parle des cheminots, on parle rarement de nous, on travaille un peu dans l'ombre », sourit Jean-Claude. Chef de brigade à Troyes (Aube), cet agent de 27 ans de carrière a vu les choses se dégrader irrémédiablement et la sous-traitance gagner du terrain, d'année en année, « au détriment de la qualité, et surtout de la sécurité des circulations ». Jusqu'à l'absurde. « La SNCF a par exemple créé une filiale, Sferis, chargée entre autres de l'entretien des lignes fret », poursuit le cheminot, chasuble CGT sur le dos. « En gros, Sferis nous prend notre boulot et la direction, elle, nous explique ensuite qu'on est en sureffectif et qu'il faut tailler dans la masse ! » enchaîne le syndicaliste.

« On ne reconnaît plus notre boîte »

Une situation intenable, qui se solde par la perte des compétences en interne, la sous-traitance en cascade et, en fin de compte, la multiplication des malfaçons dans les rendus des chantiers. « Nous avons été obligés, récemment, d'arrêter les circulations des trains à cause d'un grave problème de géométrie de la voie suite à un mauvais positionnement des traverses », détaille Jean-Claude, qui explique que le risque de déraillement est dans ces cas-là « très fort ». Moins de tournées d'inspection, des pas de maintenance de plus en plus longs, des cheminots dédiés de moins en moins nombreux... « On ne reconnaît plus notre boîte », soupire Marty, agente d'accueil à

Troyes, « la dernière de toute la région Champagne-Ardenne ! ».

Reçue par la direction de SNCF Réseau, une délégation de cheminots CGT vient finalement rendre compte des échanges à leurs collègues mobilisés.

« Nous avons exigé un plan précis et détaillé de réinternalisation de charges, ainsi que le recrutement immédiat de 1800 agents voix et caténaires, l'arrêt des suppressions d'emplois et de la massification du recours à la sous-traitance qui a déjà fait perdre aux cheminots de l'équipement 10 000 équivalents temps plein », pointe Cyril Capdevielle, membre du bureau fédéral du syndicat. Loin d'être de nature à apaiser la colère des agents, la direction assume sa politique de sous-traitance « de 20 % à 30 % de la maintenance et de 50 % à 70 % des travaux sur le réseau ». Qu'importe si la facture pour la SNCF est de 10 % à 15 % plus élevée...

« 34 millions pour recruter des intérimaires »

Ainsi, « pour la seule année 2018, la SNCF a dépensé 499 millions d'euros à payer ses sous-traitants et 34 millions pour recruter des intérimaires », détaille au micro Laurent Brun. « La suppression de milliers d'emplois à l'équipement a conduit à ce que les effectifs, en interne, ne suivent plus la charge de travail. » Alors, pour le gouvernement et la direction, « productivité et sous-traitance sont devenues les mots magiques », poursuit le secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, qui exige « un moratoire sur l'ensemble des réorganisations » et « la réinternalisation de l'ensemble des missions de sécurité ».

À quelques jours de la mobilisation interprofessionnelle contre la réforme des retraites, la CGT mène la bataille sur tous les fronts et envisage de plus en plus un mouvement dans la durée. Ce mardi, sous les applaudissements des cheminots, Laurent Brun a conclu : « Le 5 décembre on commence, le 6 on continue ! » ●

MARION D'ALLARD

EN DIX ANS,
SNCF RÉSEAU
A MULTIPLIÉ
PAR QUATRE
LE RECOURS À
LA SOUS-TRAITANCE.